

Affaire Benalla: nouvelle passe d'armes entre l'exécutif et le Sénat

Paris, 19 sept. 2018 (AFP) -

Le porte-parole du gouvernement a mis en cause mercredi la "déontologie" du président de la commission d'enquête sénatoriale sur l'affaire Benalla, s'attirant la réponse courroucée de la commission qui a exhorté l'exécutif à laisser le Sénat faire son travail.

Lors du compte-rendu du Conseil des ministres, le porte-parole Benjamin Griveaux a visé personnellement le président LR de la commission d'enquête, Philippe Bas, après l'audition d'Alexandre Benalla.

M. Griveaux et la ministre de la Justice Nicole Belloubet s'étaient déjà attiré les foudres de la commission la semaine précédente après avoir critiqué la commission avant l'audition de l'ancien collaborateur d'Emmanuel Macron, mis en examen après avoir été filmé en train de frapper un manifestant en marge des défilés du 1er mai.

"Lorsqu'on est président d'une commission d'enquête sans doute est-il heureux de s'exprimer assez peu dans la presse, tant que la commission n'a pas poursuivi ses travaux jusqu'à son terme, c'est la plus élémentaire des déontologies, d'être le président impartial d'une commission d'enquête parlementaire".

M. Griveaux a tenu à rappeler "cette règle" de la "séparation des pouvoirs", selon laquelle "lorsque un sujet est soumis à une enquête judiciaire, il ne peut pas être également soumis à des questions dans le cas d'une enquête parlementaire".

Réponse du tac au tac de Philippe Bas: "J'ignorais que M. Benjamin Griveaux fût professeur de déontologie et par conséquent laissons-lui la responsabilité de ses propos". "Nous, nous essayons de travailler en dehors de toute cette agitation politicienne et nous allons poursuivre aussi sereinement que nous l'avons fait dans les premières semaines notre travail", a-t-il enchaîné devant la presse.

Venu le soutenir devant les caméras, Jean-Pierre Sueur, co-rapporteur de la commission d'enquête sénatoriale a enfoncé le clou: "Que le pouvoir exécutif laisse le Parlement, et en l'espèce le Sénat, faire son office".

"Tous les Français qui ont écouté ce matin nos auditions ont pu voir le climat de respect dans lequel cela s'est produit. M. Benalla a présenté ses excuses, et il a répondu à l'ensemble des questions", a poursuivi le co-rapporteur.

"Nous avons bien compris que certaines personnes sont très vigilantes quant à la séparation des pouvoirs, entre le pouvoir législatif et la justice, le pouvoir judiciaire. Mais nous pouvons leur répondre que nous sommes extrêmement attentifs à la séparation des pouvoirs entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif", a encore déclaré M. Sueur.

vm/ib/pta

REPONSE

Afp le 19 sept. 18 à 14 42.